

FONDATION CONCORDE



La France à la croisée des chemins

Quel pouvoir d'achat pour les Français ?

Le poids des prélèvements en question

L'élection de Nicolas Sarkozy a fait naître une immense espérance.

Le nouveau président a fait le choix d'enrayer la baisse progressive du niveau de vie de la moyenne des français, si on le compare aux autres pays développés. Ce sera l'enjeu essentiel de ce mandat.

25 ans d'une lente dégradation de nos comptes

Rappelons que la dégradation de nos comptes, la montée du chômage débutent en 1981 avec l'application des méthodes socialistes et le programme commun de la gauche.

La droite, dira-t-on, a gouverné depuis à plusieurs reprises. Certes. En réalité elle n'a pu, à chaque fois, que colmater les brèches, et à quel prix ! Protestations, manifestations, grèves... En effet, comment remonter la pente de la facilité quand les barrages ont sauté ?

L'utilisation sans frein des ressources du pays pour renforcer l'État Providence nous a conduit progressivement vers l'endettement et la perte de compétitivité. Doit-on aussi rappeler que l'accueil sans discernement des déshérités de ce monde ne contribue pas au renforcement de la cohésion nationale, ni à la remontée du niveau de vie des Français les plus pauvres ?

Chiffres actuels nécessaires à l'information de tous les élus du pays.

- 1) Notre **niveau de vie** est passé du 7^{ème} rang (PIB par tête) en 1980 au 17^{ème} rang aujourd'hui. **C'est un grave décrochage.**
- 2) Le **chômage** était à 5% en 1980. Le chômage des jeunes était à 12%. En 2002, après 15 ans d'influence socialiste le chômage était à plus de 20% parmi les moins de 25 ans.
- 3) La **dette de l'Etat** a été multipliée par 3 de 1980 à 2002.
Les intérêts de la dette représentent 45 milliards d'euros, deuxième poste civil des dépenses de l'Etat. En réalité, c'est le coût payé par notre génération pour la transférer aux générations suivantes.

- 4) Nos **prélèvements** représentent 54.4% du PIB, pourcentage de la richesse créée, ce qui nous place en 3^{ème} position mondiale des pays de l'OCDE, loin devant nos concurrents industrialisés, juste derrière la Suède et le Danemark, alors qu'eux baissent et que nous montons. C'est un handicap pour la croissance et la compétitivité.
- 5) En moins de 20 ans la **dépense publique** a explosé. L'écart de dépense en points de PIB entre la France et la moyenne des onze autres pays de la zone euro est passée de 1.8% à 7.8% du PIB. Si nous revenions à la moyenne des dépenses publiques des autres pays de la zone euro, on pourrait supprimer le déficit public et l'impôt sur le revenu tout en doublant le budget des universités.
- 6) En France, pour le même travail un **salarié** peut coûter à l'entreprise jusqu'à 50% de plus qu'aux Etats-Unis, 40% de plus qu'au Royaume-Uni, 20% de plus qu'aux Pays-Bas, 15% de plus qu'en Allemagne.
- 7) En 2006 on estimait à 10 000 le nombre des **entrepreneurs** français qui ont quitté notre pays avec leurs capitaux, leurs entreprises et leurs projets depuis 1982 ; et cela continue. Ceci représente des centaines de milliers d'emploi disparus, une contribution au pouvoir d'achat des pays concurrents et une importante déperdition fiscale.
- 8) En **croissance** nous avons décroché depuis 1990 par rapport à nos principaux compétiteurs, hormis l'affaiblissement de la croissance interne de l'Allemagne, qui néanmoins brille à l'export et qui depuis 2006 se redresse rapidement.

	1974 / 1979	1980 / 1989	1990 / 2000	2001 / 2005
USA	3	3	3.1	2.5
Royaume-Uni	1.5	2.4	2.2	2.3
France	2.8	2.4	1.8	1.5
Allemagne	2.4	2.0	1.8	0.7

En ce début de mandat, la France se trouve parmi les pays les plus imposés. Nos performances macro-économiques sont plus mauvaises que la moyenne. Notre chômage est parmi les plus élevés d'Europe. Certes l'efficacité de l'action publique est incontestable, mais elle n'est pas moins bonne chez nos partenaires.

Jusqu'à cette élection les Français apparaissaient encore dans les enquêtes comme les plus inquiets des européens face à l'avenir. L'élection de Nicolas Sarkozy et sa détermination ont marqué un tournant très positif dans l'atmosphère du pays. Ceci est dû à ses engagements sur l'emploi et le pouvoir d'achat, eux-mêmes liés à la réduction des dépenses actuelles qui permettra un allègement sensible des charges.

Nous sommes convaincus, aujourd'hui plus que jamais, que notre pays doit engager, sans perdre de temps, un grand audit de l'État.